

20.04.2026

Ouvrir dans le navigateur



Chères lectrices, chers lecteurs,

Cette semaine, nous revenons d'abord sur les principales critiques émises à l'encontre de notre dernière analyse sur la politique des crèches. Puis, nous nous penchons sur ce que l'évolution des bancomats dit de l'avenir du travail face à l'intelligence artificielle.

Au menu également, l'importance de la simplification administrative pour stimuler l'investissement et la construction de logement ainsi qu'un phénomène fiscal souvent méconnu: la progression à chaud, une hausse d'impôts qui ne dit pas son nom, mais qui pèse sur les ménages, en particulier la classe moyenne.

Je vous souhaite une excellente lecture et me réjouis de vos retours,



Diego Taboada
Directeur romand

Politique en matière de crèches

6 réponses aux objections les plus fréquentes

Suite au fort écho suscité par leur étude, Patricia Schafer et Agustina Rodriguez Widmer reviennent sur six objections fréquentes: des inégalités entre communes au rôle de service public des crèches. Une invitation à repenser les priorités de la politique d'accueil de la petite enfance.

[Ça m'intrigue.](#)

IA et travail

Deux leçons tirées des bancomats

« Nous avons tendance à nous focaliser sur ce qui disparaît, au détriment de ce qui se crée à long terme. »

En s'appuyant sur l'exemple des bancomats, Patrick Leisibach montre que l'automatisation ne supprime pas forcément les emplois, mais les transforme. Derrière les craintes liées à l'IA, il met en lumière une dynamique d'adaptation souvent sous-estimée. Premièrement, les technologies remplacent rarement des métiers entiers. Deuxièmement, l'impact des nouvelles technologies atteint son apogée lorsqu'elles ne se contentent pas d'améliorer l'existant, mais redéfinissent en profondeur les structures.

[Vers la réflexion.](#)

Interview

Croissance et logement

« Pour rendre les logements abordables, il faut simplifier la construction. »

La hausse de la population met sous pression le marché du logement en Suisse, dans un contexte où l'espace est limité et la demande en forte croissance. Pour Michele Salvi, la clé pour rendre les logements plus abordables réside avant tout dans une simplification des procédures de construction, une accélération des autorisations et l'introduction de zones à bâtir plus attractives. Là où la bureaucratie est réduite, les procédures sont accélérées et le développement est possible. Du côté des entreprises, ces dernières devraient articuler leur stratégie d'implantation avec les questions d'aménagement du territoire.

[Lire la suite.](#)

Essential

Cette hausse d'impôts insidieuse

La progression à chaud aux niveaux fédéral et cantonal par rapport à 2010

Les colonnes illustrent l'effet de la progression à chaud, par rapport à l'année 2010, sur la charge fiscale des années suivantes. La charge fiscale supplémentaire aux niveaux fédéral, cantonal et communal est présentée par rapport à un scénario sans progression à chaud.

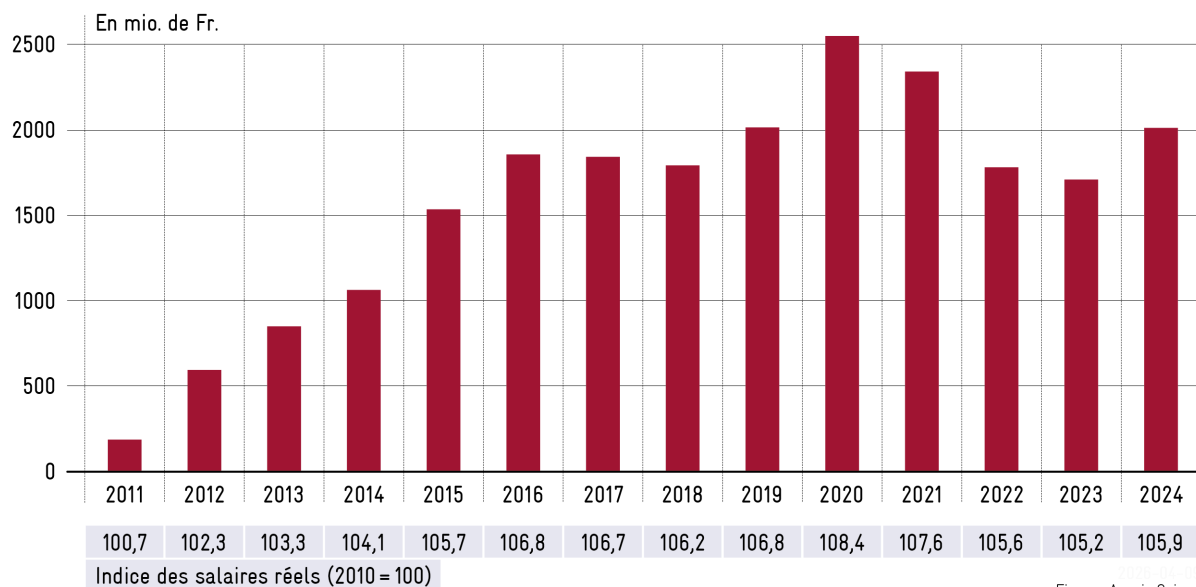


Figure: Avenir Suisse

Retour sur la progression un chaud, cette hausse d'impôts qui passe souvent sous le radar. En résumé, si les revenus augmentent au fil du temps dans l'ensemble de l'économie, la quote-part fiscale augmente également. La partie de cette hausse liée à l'inflation, la progression à froid, est certes compensée par la Confédération et les cantons, mais pas la partie qui a un impact sur le pouvoir d'achat, soit la progression à chaud. C'est pourquoi [Lukas Rühli](#) propose de compenser également ce mécanisme.

A votre avis, à combien s'élève le montant d'impôts payés en trop à la Confédération, aux cantons et aux communes par les ménages ?

Réponse dans **le chiffre de la semaine** 👉



C'est le montant supplémentaire d'impôts que les ménages suisses ont dû verser à la Confédération, aux cantons et aux communes entre 2011 et 2024, en raison de l'absence de compensation de la progression à chaud. Cette situation s'explique par l'augmentation générale des salaires réels observée depuis 2010. Les seuils d'imposition n'ayant pas été relevés en conséquence, de plus en plus de personnes se retrouvent, au fil du temps, dans des barèmes plus élevés.

Avenir Jeunesse



Le week-end dernier, [Avenir Jeunesse](#) a organisé son premier workshop à Lausanne, réunissant une quinzaine de jeunes politiciennes et politiciens de plusieurs partis romands (JV, JVL, JDC, JLR et JUDC) autour de grands enjeux de politique économique. Les échanges ont porté notamment sur la place de l'Etat dans l'économie, le financement des soins de longue durée et les orientations de la politique migratoire suisse.

👉 **Ecoutez (ou réécoutez) les derniers épisodes de La parole aux Romands :**



[YouTube](#)



[Avenir Suisse](#)



[Apple Podcasts](#)



[Spotify](#)



[Deezer](#)

On vous a transféré cette infolettre?

Alors [inscrivez-vous à notre infolettre](#), afin d'être toujours au courant de nos actualités.

Qui sommes-nous?

En tant que think tank indépendant, [Avenir Suisse](#) développe des idées pour l'avenir de la Suisse, en se fondant sur des études scientifiques et des principes libéraux.

Nos publications les plus récentes

analyse

Quel cap pour les crèches?

Une revue des cadres légaux cantonaux et trois propositions pour une réforme efficace

Patricia Schuler et Agustina Rodriguez Widmer

Une politique pérenne en matière de crèches repose sur trois piliers. Premièrement, elle est plus efficace lorsque elle est mise en place là où les citoyens en ont le plus besoin, à savoir dans les communes. C'est là qu'ils peuvent faire valoir leurs préférences tout en supportant les coûts de leurs décisions.

Deuxièmement, une assistance aide devrait être versée directement aux parents, idéalement par le biais de bons de garde. Cela permet un soutien ciblé et le libre choix entre différentes offres de garde.

Troisièmement, il s'agit de mettre le moins possible d'obstacles inutiles sur le chemin des exploitants de crèches. Un nouveau indicateur développé par Avenir Suisse mesure que les directives sont parfois trop bureaucratiques, surtout en Suisse romande. L'analyse de l'impact de la responsabilité locale, soutien ciblé et réglementation mutualisé est respecté. Il en résulte une politique de l'accueil de la petite enfance à la fois efficace et proche des familles.

Contenu	Pages
1. Sommaire	1
2. Objectifs de la politique en matière de crèches	3
3. Comparaison des approches cantonales	5
4. Propositions de réforme pour une politique efficace	10
5. Conclusion	15

[Quel cap pour les crèches ?](#)

analyse

Un frein aux cotisations salariales pour la Suisse

Pour que la Constitution protège la population active au même titre que les contribuables

Michaël Sahli et Oğuz Bayraktar

La Constitution présente une lacune: elle plafonne le montant des impôts, mais pas celui des cotisations salariales, orienté ainsi une asymétrie. En effet, les cotisations AVS, AI et APG fonctionnent comme des impôts, mais leur augmentation est soumise à moins de contraintes.

Il en résulte une mauvaise incitation en politique: les nouvelles prestations sociales sont financées de préférence par la baisse de la fiche de salaire, non pas pour des raisons objectives, mais pour des considérations tactiques.

Conséquences: pour des raisons institutionnelles, la population active passe plus facilement à la caisse que les contribuables. Avenir Suisse propose donc un frein aux cotisations salariales: soit un plafond constitutionnel pour les cotisations salariales à caractère fiscal, à l'image des plafonds déjà prévus pour les impôts.

Contenu	Pages
1. L'asymétrie institutionnelle	1
2. Pourquoi le capital-risque est-il pertinent pour l'économie suisse?	2
3. Pourquoi l'Etat ne peut pas investir du capital-risque?	3
4. Pourquoi l'Etat ne peut pas investir du capital-risque?	4
5. Conclusion: renforcer la politique d'innovation suisse	10

[Un frein aux cotisations salariales pour la Suisse](#)

analyse

Un (capital) risque étatique?

Comment la Suisse peut renforcer sa capacité d'innovation, même sans start-ups financées par l'Etat

Lukas Schmid, Nina Peggioni

La politique fédérale envisagée depuis longtemps de soutenir financièrement les start-ups en phase de croissance. Il ne fait aucun doute qu'un marché du capital-risque développé est essentiel pour une économie hautement développée.

Mais le marché suisse du capital-risque n'a pas besoin du soutien de l'Etat: les investissements correspondants ont été multipliés par onze en dix ans, les fuites de start-ups sont rares et les expériences européennes montrent qu'un financement public en fonds propres ne favorise pas l'innovation.

Au lieu d'un soutien du capital-risque, la Confédération devrait s'en tenir à sa politique d'innovation et créer des conditions-cadres plus favorables aux start-ups.

1. Le financement des start-ups, un point faible? La Suisse fait partie des pays les plus compétitifs du monde, notamment grâce à la grande force d'innovation de son économie. Dans les comparaisons internationales, elle occupe depuis des années les premières places en matière de capacité d'innovation: elle domine le Global Innovation Index, classement de référence, depuis 15 ans consécutifs.

Les raisons de cette force d'innovation sont multiples. La Suisse abrite un nombre supérieur à la moyenne de multinationales qui, avec leurs fournisseurs, soutient une base industrielle solide. Elle dispose en outre de nombreux hautes écoles, qui possèdent d'une excellente réputation internationale et sont généralement chargées de recherche et de formation et d'offrir un environnement de recherche et d'innovation.

Les Swisscoms, les technologies fédérales (EPFL) jouent un rôle clé en favorisant un environnement de recherche académique abordable grâce à des innovations commerciales. Ainsi, aucune université européenne ne produit autant de start-ups avec des demandes de brevets que l'EPFL, l'EPFL, le Swisscom.

Contenu	Pages
1. Le financement des start-ups, un point faible?	1
2. Pourquoi le capital-risque est-il pertinent pour l'économie suisse?	2
3. Pourquoi l'Etat ne peut pas investir du capital-risque?	3
4. Pourquoi l'Etat ne peut pas investir du capital-risque?	4
5. Conclusion: renforcer la politique d'innovation suisse	10

[Un \(capital\) risque étatique ?](#)

Vous avez manqué une infolettre?

Pas de panique, retrouvez-les toutes dans notre [archive des infolettres](#).



© Avenir Suisse, Chemin de Beau-Rivage 7, 1006 Lausanne, Suisse, avenir-suisse.ch/fr/

[A propos de nous](#)

[Déclaration de protection des données](#)

[Pourquoi vous recevez cette infolettre](#)

Afin d'éviter que cet e-mail n'apparaisse dans vos spams, ajoutez NewsletterFR@avenir-suisse.ch à votre carnet d'adresses.

[Gestion de l'abonnement](#)